



OBSERVATOIRE
géopolitique du
religieux

CONFLIT IRAN/ISRAËL/ÉTATS-UNIS : SCÉNARIOS PROSPECTIFS ET ANALYSE DE LA VARIABLE RELIGIEUSE

François Mabile / Chercheur associé,
directeur de l'Observatoire géopolitique du religieux, IRIS

Mars 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



François Mabile / Chercheur associé, directeur de l'Observatoire géopolitique du religieux, IRIS

François Mabile est chercheur associé à l'IRIS, politologue, spécialiste de géopolitique des religions, secrétaire général de la Fédération internationales des universités catholique (FIUC) depuis 2016. Il dirige l'Observatoire géopolitique du religieux de l'IRIS.

François Mabile a été Professeur (HDR) de sciences politiques à l'Université Catholique de Lille (2010-2016) et chercheur statutaire au Groupe Sociétés, Religions, Laïcité du Centre National de la Recherche Scientifique.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE GÉOPOLITIQUE DU RELIGIEUX

Sous la direction de **François Mabile**, politologue, spécialiste de géopolitique des religions, cet observatoire a pour objectif de bâtir l'édifice nécessaire pour une compréhension saine et exacte des enjeux s'imposant au monde contemporain à travers les questions du Sacré.

Ses prérogatives sont : identification et explicitation des points crisogènes contemporains ; suggestions pour éviter à ces derniers de prendre des dimensions incontrôlables ; retours sur des exemples historiques permettant de mieux comprendre les logiques du moment.

L'Observatoire est co-animé avec le Centre international de recherche et d'aide à la décision (CIRAD-FIUC).

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

L'analyse proposée repose sur l'intégration de plusieurs bases de données majeures dans le domaine des études sur les conflits, notamment le *Uppsala Conflict Data Program*, le projet *Correlates of War*, la *Peace Accords Matrix* de l'Université de Notre-Dame et les *Country Indicators for Foreign Policy* développés à l'Université Carleton. Cette combinaison permet d'articuler l'étude empirique des dynamiques de conflit avec l'analyse structurelle de la résilience étatique et la construction de scénarios prospectifs. D'autres analyses seraient possibles, centrées sur « l'essence de la décision », la question de la rationalité limitée prenant tout son sens et son envergure en raison du profil du président étatsunien...

INTÉGRATION DES BASES DE DONNÉES SUR LES CONFLITS ET DES INDICATEURS STRUCTURELS DANS UNE APPROCHE PROSPECTIVE

Introduction

La guerre actuelle impliquant l'Iran, Israël et les États-Unis constitue l'une des confrontations interétatiques les plus importantes au Moyen-Orient depuis le début du XXI^e siècle. Au-delà des développements militaires immédiats, ce conflit soulève des questions analytiques plus larges concernant ses issues possibles et ses implications pour la stabilité régionale. Répondre à ces interrogations nécessite de dépasser les approches purement descriptives et de s'appuyer sur des cadres analytiques systématiques capables de combiner données empiriques, indicateurs structurels et raisonnement prospectif.

La présente étude propose une telle approche en intégrant plusieurs grandes bases de données consacrées à l'analyse des conflits avec une méthodologie fondée sur la construction de scénarios. Le socle empirique repose principalement sur trois ensembles de données largement utilisés dans le champ des études sur les conflits : le *Uppsala Conflict Data Program* (UCDP), le projet *Correlates of War* (COW) et la *Peace Accords Matrix* développée à l'Université de Notre-Dame. Ces sources fournissent des connaissances systématiques sur la dynamique des conflits armés, leurs modes d'escalade et leurs modalités de terminaison. Afin de compléter ces bases de données par une analyse plus approfondie des vulnérabilités structurelles et de la résilience des États, l'étude intègre également le cadre analytique *Country Indicators for Foreign Policy* (CIFP) développé à l'Université Carleton au Canada.

L'objectif de cette combinaison méthodologique est double. Elle permet d'abord d'évaluer de manière rigoureuse les facteurs structurels et dynamiques qui influencent la trajectoire d'un conflit. Elle permet ensuite de développer des scénarios prospectifs concernant les issues possibles de la guerre en cours. Une telle approche repose sur l'idée que les développements

militaires ne déterminent pas à eux seuls la fin des guerres : la résilience institutionnelle, la capacité économique, la cohésion sociale et les dynamiques régionales jouent également un rôle déterminant.

L'analyse se déroule donc en deux étapes. La première partie présente les bases de données et les outils méthodologiques mobilisés dans l'étude. La seconde partie développe une interprétation prospective du conflit en identifiant les variables clés qui structurent son évolution et en esquissant plusieurs scénarios plausibles quant à son issue. Une dernière partie porte plus spécifiquement sur la variable religieuse.

Bases de données sur les conflits et outils analytiques

La recherche contemporaine sur les conflits repose de plus en plus sur de grandes bases de données comparatives qui documentent les formes de violence organisée, les processus d'escalade et les modes de terminaison des guerres. Parmi ces ressources, le *Uppsala Conflict Data Program* occupe une place centrale dans le champ des études sur la paix et les conflits. Développé à l'Université d'Uppsala, ce programme fournit des données détaillées sur la violence organisée dans le monde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'une de ses contributions les plus importantes réside dans la classification systématique des différentes formes de terminaison des conflits. Plutôt que de supposer que les guerres se terminent uniquement par une victoire ou par un accord de paix, la base de données UCDP identifie plusieurs modalités de fin de conflit, parmi lesquelles les cessez-le-feu, les diminutions de l'activité militaire en dessous du seuil de guerre ou encore la disparition d'un des acteurs impliqués. Cette distinction est particulièrement pertinente pour les conflits contemporains, qui se terminent souvent par des résultats ambigus ou partiels plutôt que par des issues clairement définies.

Alors que la base UCDP se concentre principalement sur la dynamique de la violence organisée et ses modalités de terminaison, le projet *Correlates of War* offre une perspective complémentaire centrée sur les relations interétatiques. Initié dans les années 1960, le projet COW demeure l'une des sources de données quantitatives les plus influentes dans le domaine des relations internationales. Sa base de données sur les *Militarized Interstate Disputes* recense les situations dans lesquelles des États menacent d'employer la force, démontrent leur puissance militaire ou utilisent effectivement la force contre d'autres États. Le cadre analytique de COW permet de distinguer différents niveaux d'intensité des conflits, allant des crises diplomatiques aux guerres interétatiques à grande échelle. En situant la confrontation actuelle dans les tendances historiques plus larges des rivalités interétatiques, cette base de

données offre des éléments précieux pour comprendre les processus d'escalade et les conditions dans lesquelles des disputes peuvent évoluer vers des guerres durables.

Contrairement à ces bases de données, qui portent principalement sur les comportements conflictuels, la *Peace Accords Matrix*, développée à l'Université de Notre-Dame, s'intéresse davantage à la manière dont les conflits prennent fin et à la façon dont les accords de paix sont mis en œuvre. Cette base compile des informations détaillées sur la mise en œuvre des accords de paix globaux signés dans les grands conflits depuis la fin du XX^e siècle. Sa contribution principale consiste à montrer que la durabilité des accords de paix dépend moins de leur signature que des mécanismes institutionnels qui garantissent leur mise en œuvre. Les dispositifs de vérification, les garanties de sécurité et les mécanismes d'inclusion politique jouent un rôle crucial pour déterminer si un accord de paix stabilise réellement l'environnement post-conflit ou s'il ne fait que retarder une reprise des violences.

Bien que ces bases de données offrent des outils essentiels pour analyser la dynamique et les issues des conflits, elles fournissent peu d'éléments pour évaluer les conditions structurelles qui influencent la résilience des États et les risques d'instabilité. Pour combler cette lacune, la présente étude mobilise également le cadre analytique des *Country Indicators for Foreign Policy*, développé à l'Université Carleton. Le projet CIPF a été conçu afin de soutenir les dispositifs d'alerte précoce et l'analyse des politiques publiques en agrégeant un grand nombre d'indicateurs relatifs à la gouvernance, aux performances économiques, aux pressions démographiques, à la fragmentation sociale, à la militarisation et aux stress environnementaux. Contrairement aux bases de données centrées sur les événements conflictuels, les CIPF mettent l'accent sur les facteurs structurels qui rendent les États plus ou moins vulnérables à l'instabilité.

L'intégration de ces bases de données permet ainsi de construire une approche analytique à plusieurs niveaux. Le cadre UCDP permet d'identifier les différentes formes possibles de terminaison du conflit. La base COW situe la confrontation dans les tendances historiques plus larges des rivalités interétatiques. La *Peace Accords Matrix* met en lumière les conditions nécessaires à la réussite ou à l'échec d'un règlement négocié. Enfin, les indicateurs CIPF apportent un éclairage sur la résilience interne de l'État engagé dans le conflit. Ensemble, ces outils offrent un cadre analytique complet permettant de saisir à la fois les dimensions dynamiques et structurelles de la guerre.

Vulnérabilités structurelles et résilience de l'État

L'application du cadre CIPF au cas iranien met en évidence plusieurs caractéristiques structurelles susceptibles d'influencer la trajectoire du conflit. L'une des variables les plus

importantes concerne la stabilité et la cohésion des institutions politiques. Les indicateurs de gouvernance développés dans le cadre CIPF soulignent l'importance de la cohésion des élites, de la durabilité des régimes politiques et de la légitimité institutionnelle. Dans les systèmes politiques fortement centralisés, la concentration du pouvoir peut initialement renforcer la capacité de l'État à répondre à des menaces extérieures. Cependant, cette concentration peut également créer des vulnérabilités si le *leadership* devient contesté ou fragmenté.

Dans le cas iranien, le système politique combine une forte centralisation du pouvoir avec une structure institutionnelle complexe associant autorités religieuses et institutions militaires. Le Corps des Gardiens de la révolution islamique joue un rôle central non seulement dans l'appareil sécuritaire, mais également dans le système économique. Une telle configuration peut renforcer la résilience à court terme en assurant une forte capacité coercitive, mais elle peut aussi favoriser une militarisation accrue de la prise de décision politique en période de crise.

La résilience économique constitue une autre dimension essentielle mise en évidence par les indicateurs CIPF. Les variables relatives à l'inflation, au chômage, à la diversification économique et à l'intégration internationale permettent d'évaluer la capacité d'un pays à soutenir un effort de guerre prolongé. L'économie iranienne est depuis longtemps marquée par des sanctions internationales et des contraintes structurelles qui limitent son accès aux marchés mondiaux et aux systèmes financiers internationaux. Si ces conditions ont favorisé le développement de mécanismes de contournement, elles accroissent également la vulnérabilité de l'économie face à une escalade militaire prolongée et aux perturbations des marchés énergétiques.

La cohésion sociale et les pressions démographiques constituent une autre dimension importante de la vulnérabilité structurelle. Les indicateurs CIPF mettent en évidence le rôle de la diversité ethnique, des inégalités régionales et des pressions démographiques dans la dynamique des conflits. La population iranienne se caractérise par une diversité ethnique et linguistique, plusieurs régions périphériques ayant historiquement connu des tensions avec le pouvoir central. Dans un contexte de pression militaire prolongée, ces clivages internes pourraient devenir plus saillants politiquement, en particulier si les difficultés économiques s'accroissent.

Les stress environnementaux, souvent négligés dans l'analyse des conflits interétatiques, constituent également une dimension du cadre CIPF. L'Iran est confronté à des défis importants en matière de pénurie d'eau et de dégradation environnementale. Bien que ces facteurs ne déterminent pas directement l'issue immédiate du conflit, ils contribuent à des

pressions structurelles de long terme susceptibles d'affecter la stabilité de l'État dans l'après-guerre.

L'ensemble de ces variables structurelles suggère que la résilience de l'État iranien constituera un facteur déterminant dans l'issue du conflit. Les développements militaires ne suffisent pas à déterminer si la guerre se terminera par une victoire décisive, un règlement négocié ou une instabilité prolongée. L'interaction entre pressions extérieures et résilience interne sera probablement décisive.

SCÉNARIOS PROSPECTIFS CONCERNANT L'ISSUE DU CONFLIT

À partir de ce cadre analytique, plusieurs scénarios plausibles peuvent être envisagés concernant les issues possibles de la guerre. Ces scénarios ne doivent pas être compris comme des prédictions, mais comme des explorations structurées de trajectoires possibles fondées sur l'interaction des variables identifiées dans l'analyse précédente.

Un premier scénario envisage la consolidation du système politique iranien malgré les pressions de la guerre. Dans cette hypothèse, le *leadership* parvient à maintenir la cohésion des élites et à mobiliser les ressources nationales afin de résister à la pression militaire extérieure. Le conflit se désescalade progressivement par un cessez-le-feu ou par une forme d'accord implicite entre les parties selon lequel une poursuite de l'escalade entraînerait des coûts excessifs pour l'ensemble des acteurs. Une telle issue ne résoudrait pas nécessairement les tensions géopolitiques sous-jacentes, mais elle permettrait à l'État iranien de sortir du conflit avec une structure institutionnelle relativement intacte.

Un second scénario envisage une confrontation régionale prolongée caractérisée par des escalades intermittentes et une extension des formes indirectes de guerre. Dans cette trajectoire, le conflit ne se termine pas par une victoire militaire claire, mais évolue vers une confrontation durable impliquant des opérations cybernétiques, des perturbations maritimes et des affrontements indirects à travers des acteurs régionaux. L'objectif stratégique de l'Iran dans un tel contexte ne serait pas nécessairement de vaincre militairement ses adversaires, mais plutôt d'imposer des coûts suffisants pour dissuader toute escalade supplémentaire.

Un troisième scénario suppose une érosion progressive de la capacité de l'État à mesure que les pressions économiques et sociales de la guerre s'accumulent. Même si le gouvernement central reste formellement en place, un conflit prolongé pourrait affaiblir la capacité de l'État à maintenir la stabilité économique, à préserver la cohésion sociale et à contrôler certaines

régions périphériques. Dans une telle situation, l'intensité du conflit pourrait diminuer progressivement sans qu'un règlement formel ne soit atteint, laissant la région dans un état de tension non résolue.

Enfin, un scénario plus transformateur pourrait impliquer des évolutions politiques significatives en Iran ouvrant la voie à un règlement régional négocié. Dans cette hypothèse, des développements politiques internes modifieraient les calculs stratégiques du *leadership* et favoriseraient une résolution diplomatique soutenue par des médiations internationales. Bien que ce type d'issue soit historiquement moins fréquent dans les conflits interétatiques, il ne peut être entièrement exclu si les coûts d'une confrontation prolongée deviennent insoutenables pour l'ensemble des acteurs.

Conclusion

L'analyse présentée dans cette étude souligne l'intérêt d'intégrer des bases de données sur les conflits avec des indicateurs structurels et des approches prospectives afin d'examiner les issues possibles de conflits interétatiques complexes. La combinaison des cadres UCDP, COW, *Peace Accords Matrix* et CIPF offre un outil analytique complet permettant de saisir à la fois les dimensions dynamiques et structurelles de la guerre.

Plutôt que de conduire à une issue unique et déterministe, cette approche suggère que la trajectoire du conflit dépendra largement de l'interaction entre pressions militaires extérieures et résilience interne de l'État iranien. Si une victoire militaire décisive reste théoriquement possible, les tendances historiques et les indicateurs structurels indiquent que des issues plus ambiguës - telles que des cessez-le-feu, des « conflits gelés » ou des confrontations régionales prolongées - pourraient être plus probables.

Comprendre ces possibilités implique de dépasser l'analyse des développements militaires immédiats pour examiner les structures politiques, économiques et institutionnelles qui déterminent la capacité des États à soutenir ou à mettre fin aux guerres. En combinant bases de données empiriques et analyse prospective, les chercheurs et les décideurs peuvent ainsi acquérir une compréhension plus nuancée des trajectoires possibles des conflits contemporains.

ANALYSE SPÉCIFIQUE DE LA VARIABLE RELIGIEUSE. SCHÉMA MÉTHODOLOGIQUE DU MODÈLE D'ANALYSE

L'approche retenue repose sur une méthodologie intégrée combinant bases de données empiriques sur les conflits et analyse prospective. Elle articule quatre niveaux d'analyse complémentaires qui permettent d'élaborer une approche multidimensionnelle capable d'articuler les dynamiques militaires, les facteurs structurels et les trajectoires politiques possibles du conflit et introduit la variable religieuse dans l'analyse prospective.

L'analyse de la résilience ou de la fragilité de l'État iranien ne peut être conduite sans intégrer la dimension religieuse du régime. Contrairement à la plupart des systèmes politiques contemporains, la République islamique d'Iran repose sur une architecture institutionnelle dans laquelle la légitimité religieuse constitue un élément structurant du pouvoir. Depuis la révolution de 1979, la doctrine du *velayat-e faqih*¹ - la tutelle du juriste-théologien - confère au Guide suprême une autorité à la fois politique et religieuse. Cette spécificité implique que l'évolution du régime dépend non seulement des dynamiques institutionnelles et militaires, mais également de la position occupée par le clergé chiite dans l'appareil d'État et dans la société. Outre les approches développées par le *Uppsala Conflict Data Program* et le projet *Correlates of War*, l'intégration d'indicateurs structurels, notamment ceux développés dans le cadre des *Country Indicators for Foreign Policy (CIFP)*, est essentielle, car ils prennent en compte plusieurs variables pertinentes pour l'étude de la dimension religieuse, notamment la gouvernance, la militarisation, la fragmentation sociale et la diversité religieuse.

Appliquée à l'Iran, cette approche met en évidence un élément central : le clergé chiite constitue à la fois une source de légitimité et un acteur institutionnel du pouvoir. Les institutions religieuses, en particulier les séminaires (*hawza*)² de Qom, jouent un rôle crucial dans la reproduction des élites religieuses et dans la production de la légitimité doctrinale du régime. Toutefois, le clergé iranien n'est pas un bloc homogène. Depuis les premières années de la République islamique, il existe des divergences importantes entre différentes tendances du clergé concernant la place de la religion dans l'exercice du pouvoir politique. Certains clercs soutiennent activement la doctrine du *velayat-e faqih*, tandis que d'autres privilégient une conception plus traditionnelle de l'autorité religieuse, dans laquelle les autorités religieuses conservent une distance vis-à-vis de l'État.

¹ Firouzeh Nahavandi, « Du velayat-e faqih à la rue : les lignes de front politiques en Iran », *Les clés du Moyen-Orient*, 9 juillet 2025. <https://www.lescledumoyenorient.com/Du-velayat-e-faqih-a-la-rue-les-lignes-de-front-politiques-en-iran.html>

² Sabrina Mervin, « La hawza à l'épreuve du siècle », dans Maher Charif et Salam Kawakibi (dir.), *Le courant réformiste musulman et sa réception dans les sociétés arabes* (Beyrouth : Presses de l'IFPO, 2003) : 69-84. <https://shs.hal.science/halshs-01728280>

Cette diversité interne constitue une variable importante dans l'analyse prospective du régime. Les recherches consacrées au clergé iranien montrent que la relation entre l'État et les institutions religieuses s'est progressivement transformée au cours des dernières décennies. D'une part, la République islamique a cherché à renforcer son contrôle institutionnel sur les séminaires et les réseaux religieux afin d'assurer la cohérence doctrinale du régime. D'autre part, cette proximité entre l'État et le clergé a contribué à affaiblir l'autorité sociale de certains religieux aux yeux d'une partie de la société iranienne. Dans ce contexte, la guerre actuelle constitue un moment critique susceptible de redéfinir les rapports entre le clergé, l'appareil sécuritaire et les institutions politiques. La prise en compte de cette dimension religieuse conduit à identifier deux variables structurantes pour l'évolution du régime. La première concerne le degré de cohésion du champ religieux chiite iranien. Le clergé reste-t-il suffisamment uni pour soutenir le régime et fournir la légitimité doctrinale nécessaire à la continuité de l'État, ou assiste-t-on à une fragmentation croissante entre clercs alignés sur le pouvoir et autorités religieuses plus distantes ou critiques ? La seconde variable concerne le poids relatif du clergé par rapport aux institutions militaro-sécuritaires, notamment le Corps des Gardiens de la révolution islamique. La guerre pourrait en effet renforcer l'influence des acteurs militaires au détriment du clergé, modifiant ainsi l'équilibre interne du régime. À partir de ces variables, plusieurs scénarios prospectifs peuvent être envisagés concernant la place future du clergé dans le système politique iranien.

Un premier scénario correspond à une recentralisation cléricale du régime. Dans cette hypothèse, la guerre renforcerait la nécessité d'une autorité religieuse forte capable de mobiliser la population et de légitimer la résistance nationale. Le clergé proche du pouvoir consoliderait son influence institutionnelle, et les institutions religieuses redeviendraient le centre symbolique et politique du système. Dans ce scénario, la théocratie iranienne sortirait de la crise en réaffirmant sa dimension religieuse et en consolidant le rôle du Guide suprême comme figure à la fois politique et spirituelle.

Un second scénario envisagerait la transformation progressive du régime en système militaro-théocratique, dans lequel le clergé conserverait une fonction de légitimation, mais verrait son influence politique directe diminuer. Le pouvoir effectif serait de plus en plus exercé par les institutions sécuritaires et militaires, notamment les Gardiens de la révolution, tandis que les autorités religieuses continueraient de fournir le cadre idéologique et doctrinal du régime. Dans ce modèle, la République islamique demeurerait officiellement une théocratie, mais le centre de gravité du pouvoir se déplacerait vers l'appareil sécuritaire.

Un troisième scénario impliquerait une pluralisation contrôlée du champ religieux. Confronté à des défis économiques, sociaux et militaires, le régime pourrait être conduit à tolérer une plus grande diversité d'opinions au sein du clergé afin de restaurer une partie de la légitimité religieuse du système. Dans cette configuration, les séminaires de Qom retrouveraient une autonomie relative et le débat religieux pourrait se développer dans certaines limites. Une telle évolution ne signifierait pas la fin de la théocratie, mais plutôt une tentative d'adaptation visant à préserver la légitimité religieuse du régime.

Enfin, un dernier scénario correspondrait à un décrochage progressif du clergé par rapport au pouvoir politique. Dans cette hypothèse, la guerre et les transformations internes du régime accéléreraient une évolution déjà perceptible : la centralité politique du clergé diminuerait progressivement, tandis que l'État fonctionnerait de plus en plus comme un régime autoritaire reposant principalement sur l'appareil sécuritaire et sur une rhétorique nationaliste. La dimension religieuse resterait présente dans les institutions et dans le discours officiel, mais elle ne constituerait plus la principale source de légitimité du pouvoir.

Ces différents scénarios illustrent le rôle central de la variable religieuse dans l'évolution du régime iranien. Contrairement à de nombreux systèmes politiques, la stabilité de la République islamique dépend non seulement de la capacité de l'État à résister aux pressions militaires et économiques, mais aussi de l'équilibre entre les institutions religieuses et les structures sécuritaires du pouvoir. Dans ce contexte, l'évolution du clergé chiite et de ses relations avec l'État constitue l'un des facteurs les plus déterminants pour comprendre la trajectoire future du régime iranien.

LA VARIABLE RELIGIEUSE DANS LES BASES DE DONNÉES SUR LES CONFLITS : LIMITES MÉTHODOLOGIQUES ET PISTES D'INTÉGRATION

L'étude des conflits armés contemporains repose de plus en plus sur des bases de données comparatives permettant d'identifier les régularités empiriques dans les dynamiques de violence et de guerre. Des programmes tels que le *Uppsala Conflict Data Program*, le projet *Correlates of War* ou encore les bases de données consacrées aux accords de paix ont profondément transformé la recherche en relations internationales en permettant l'analyse systématique de plusieurs décennies de conflits. Toutefois, ces bases de données présentent une limite importante : elles prennent encore relativement peu en compte la dimension religieuse des systèmes politiques et des conflits.

Dans la plupart de ces bases, la religion apparaît essentiellement comme une variable sociologique secondaire, souvent intégrée dans les catégories plus larges de fragmentation identitaire ou de diversité ethnoreligieuse. Cette approche est pertinente pour de nombreux contextes, notamment dans les conflits civils où la religion constitue un marqueur identitaire parmi d'autres. Elle devient cependant insuffisante lorsqu'il s'agit d'analyser des régimes dans lesquels la religion constitue le principe même de l'organisation politique, comme c'est le cas dans les systèmes théocratiques ou dans certains régimes hybrides mêlant autorité religieuse et institutions étatiques.

Le cas iranien illustre particulièrement cette difficulté méthodologique. La République islamique repose sur une architecture institutionnelle unique dans laquelle la légitimité politique est explicitement fondée sur une doctrine religieuse. Dans ce contexte, la religion ne peut être traitée simplement comme une variable culturelle ou identitaire : elle constitue une dimension structurelle du pouvoir. Les transformations du champ religieux peuvent donc avoir des conséquences directes sur la stabilité du régime et sur la trajectoire du conflit. Afin d'intégrer cette dimension dans l'analyse des conflits, plusieurs pistes méthodologiques peuvent être envisagées. Une première consiste à compléter les bases de données existantes par des indicateurs spécifiques relatifs aux institutions religieuses, notamment le degré d'autonomie du clergé, la centralisation de l'autorité religieuse ou encore les relations entre institutions religieuses et institutions militaires. Une seconde piste consiste à combiner les bases de données quantitatives avec des analyses qualitatives portant sur les réseaux religieux, les séminaires, les autorités doctrinales et les formes de légitimité religieuse mobilisées par les régimes politiques. Enfin, l'intégration de la variable religieuse dans les modèles prospectifs nécessite de prendre en compte les dynamiques propres aux traditions religieuses concernées. Dans le cas du chiisme, l'existence d'autorités religieuses multiples et relativement autonomes crée un système de légitimité plus décentralisé que dans d'autres traditions religieuses. Cette caractéristique implique que les relations entre l'État iranien et le clergé ne peuvent être analysées uniquement à travers les institutions officielles du régime, mais doivent également tenir compte des réseaux religieux transnationaux et des autorités doctrinales situées en dehors de l'appareil étatique.

Ainsi, l'intégration de la variable religieuse dans l'analyse des conflits ne constitue pas simplement un ajout thématique aux bases de données existantes. Elle implique une adaptation méthodologique plus profonde visant à mieux comprendre les interactions entre institutions religieuses, structures politiques et dynamiques de guerre.

Autorité religieuse chiite entre Qom et Najaf : une variable transnationale dans la stabilité du régime iranien

L'analyse de la stabilité du régime iranien nécessite de dépasser le cadre strictement national afin d'intégrer une dimension souvent sous-estimée dans les études sur les conflits : la dimension transnationale de l'autorité religieuse chiite. Contrairement à d'autres traditions religieuses plus centralisées, le chiisme duodécimain repose sur un système d'autorité relativement décentralisé fondé sur la reconnaissance des *marāji' al-taqlīd* - les « sources d'imitation » - qui constituent les plus hautes autorités religieuses dans la hiérarchie du clergé. Cette structure particulière implique que la légitimité religieuse ne dépend pas uniquement des institutions religieuses situées à l'intérieur d'un État donné, mais s'inscrit dans un réseau transnational d'autorités doctrinales.

Dans le cas de la République islamique d'Iran, cette dimension transnationale joue un rôle particulièrement important. Depuis la révolution de 1979, l'État iranien s'efforce d'articuler l'autorité politique du Guide suprême avec les structures traditionnelles de l'autorité religieuse chiite. La doctrine du *velayat-e faqih* confère au Guide suprême une autorité politique et religieuse exceptionnelle, mais cette conception ne fait pas l'unanimité au sein du clergé chiite. Historiquement, de nombreux religieux ont défendu une conception plus traditionnelle de l'autorité religieuse, selon laquelle les clercs doivent exercer une fonction morale et juridique plutôt qu'un pouvoir politique direct. Cette divergence doctrinale se reflète dans l'existence de deux pôles majeurs de l'autorité religieuse chiite : les séminaires de Qom en Iran et ceux de Najaf en Irak³. Qom constitue aujourd'hui le principal centre religieux du chiisme iranien et l'un des piliers institutionnels de la République islamique. Depuis la révolution, l'État iranien a investi massivement dans les institutions religieuses de Qom afin de former une nouvelle génération de clercs favorables au régime et à la doctrine du *velayat-e faqih*. Les séminaires iraniens jouent ainsi un rôle central dans la reproduction idéologique et institutionnelle du système politique.

Najaf représente quant à lui un modèle différent d'autorité religieuse. Le clergé de Najaf, historiquement influent dans l'ensemble du monde chiite, a généralement défendu une conception plus prudente de la relation entre religion et politique. L'autorité religieuse la plus influente de Najaf, le grand ayatollah Ali al-Sistani, incarne une approche qui privilégie l'autonomie du champ religieux et limite l'intervention directe des clercs dans le pouvoir politique. Cette conception alternative de l'autorité religieuse constitue une référence

³ « The distance between Qom and Najaf is not only geographical », *Israel National News*, 9 mars 2026. <https://www.israelnationalnews.com/news/423630> ; Ali Mamouri, « Competition Heats Up Between Qom, Najaf », *Academia.edu*, 2013. https://www.academia.edu/3991062/Competition_Heats_Up_Between_Qom_Najaf

importante pour de nombreux chiites au-delà de l'Iran. C'est d'ailleurs Ali al-Sistani que le pape François a rencontré, en tentant de proposer un régime de tolérance entre musulmans chiites et catholiques.

L'existence de ces deux centres d'autorité religieuse introduit une dimension géopolitique dans l'analyse de la stabilité du régime iranien. La République islamique ne peut prétendre à une légitimité religieuse absolue dans l'ensemble du monde chiite, car l'autorité doctrinale demeure plurielle et transnationale. Dans certaines circonstances, les positions adoptées par les autorités religieuses de Najaf peuvent ainsi influencer les débats religieux et politiques au sein même de la société iranienne.

Cette dimension transnationale devient particulièrement importante dans les périodes de crise politique ou de succession au sommet de l'État. La légitimité religieuse du Guide suprême repose en partie sur sa reconnaissance par une partie du clergé chiite, mais elle dépend également de la capacité du régime à éviter une rupture ouverte avec d'autres centres d'autorité religieuse. Une contestation religieuse explicite de la doctrine du *velayat-e faqih* par des autorités reconnues pourrait affaiblir la légitimité doctrinale du régime, même si celui-ci conserve une forte capacité coercitive.

Dans une perspective prospective, cette configuration ouvre plusieurs trajectoires possibles concernant l'évolution de la relation entre l'État iranien et l'autorité religieuse chiite. Une première trajectoire correspondrait à une consolidation du modèle iranien du *velayat-e faqih*, dans laquelle les institutions religieuses de Qom continueraient à renforcer leur influence et à promouvoir une conception du clergé étroitement liée au pouvoir politique. Dans ce scénario, la République islamique parviendrait à maintenir l'alignement d'une partie importante du clergé iranien tout en marginalisant les autorités religieuses critiques.

Une seconde trajectoire envisagerait un rééquilibrage progressif entre les différentes formes d'autorité religieuse chiite. Dans cette hypothèse, les séminaires de Qom pourraient conserver leur importance institutionnelle tout en tolérant une plus grande diversité doctrinale. Les relations entre Qom et Najaf pourraient alors évoluer vers une coexistence plus pluraliste, permettant au régime iranien de préserver une partie de sa légitimité religieuse tout en réduisant la centralité politique du clergé.

Enfin, une troisième trajectoire correspondrait à une dissociation croissante entre l'autorité religieuse et le pouvoir politique en Iran. Dans ce scénario, l'influence des institutions religieuses au sein du système politique pourrait diminuer progressivement, tandis que l'appareil sécuritaire et les institutions étatiques assumeraient un rôle de plus en plus central

dans la gestion du pouvoir. Le religieux resterait présent dans les symboles et dans les institutions, mais son rôle effectif dans la prise de décision politique pourrait s'affaiblir.

L'intégration de cette dimension transnationale de l'autorité religieuse permet ainsi de mieux comprendre les dynamiques complexes qui structurent la stabilité du régime iranien. La relation entre Qom et Najaf ne constitue pas seulement un débat théologique ; elle représente également une variable stratégique dans l'équilibre entre légitimité religieuse, autorité politique et résilience institutionnelle de la République islamique.

ANALYSE COMPARATIVE HISTORIQUE DES RÉGIMES À FORTE LÉGITIMATION RELIGIEUSE EN GUERRE : IRAN, L'ÉMIRAT ISLAMIQUE D'AFGHANISTAN SOUS LES TALIBANS, ET LE SOUDAN ISLAMISTE SOUS LE FRONT ISLAMIQUE NATIONAL / OMAR EL-BÉCHIR.

Ce ne sont bien sûr pas des cas identiques, mais ils sont utiles parce qu'ils permettent d'observer trois configurations décisives : un régime où le clergé est institutionnellement au cœur de l'État ; un régime où la légitimité religieuse est forte, mais le pouvoir est davantage fusionné avec l'appareil politico-militaire ; et un régime où l'islamisme d'État finit par être absorbé puis dépassé par des logiques militaro-sécuritaires. Les travaux comparatifs sur l'Iran soulignent d'ailleurs son caractère très singulier comme « théocratie post-traditionnelle », ce qui invite à utiliser la comparaison non pour assimiler, mais pour isoler des mécanismes. L'intérêt de la comparaison historique n'est pas de trouver un "double" de l'Iran. Il est de tester une question : qu'arrive-t-il aux régimes fondés sur une forte légitimation religieuse lorsqu'ils entrent dans des cycles prolongés de guerre, de coercition et de centralisation ? À partir des cas retenus, trois régularités apparaissent.

La première est que la guerre tend à renforcer les appareils coercitifs plus vite qu'elle ne renforce les institutions religieuses. Même lorsqu'un régime parle d'abord le langage de la foi, la gestion concrète de la guerre, de l'économie de guerre et de la sécurité profite souvent aux militaires, aux services de sécurité ou aux réseaux armés proches du pouvoir. Les analyses sur l'Iran montrent déjà cette tension entre théocratie et militarisation, tandis que les travaux sur les talibans et le Soudan montrent combien la cohésion armée et la compétition interne entre factions sécuritaires deviennent décisives dans la durée.

La deuxième est que la religion peut rester une source majeure de légitimité symbolique tout en perdant du terrain comme mode direct de gouvernement. Autrement dit, un régime ne

devient pas nécessairement moins religieux dans son discours lorsqu'il se militarise ; il peut au contraire conserver, voire intensifier, sa rhétorique religieuse tout en transférant le pouvoir réel vers l'appareil coercitif. Les travaux comparatifs sur l'autoritarisme soulignent d'ailleurs que les régimes autoritaires combinent souvent cooptation et contrôle du religieux plutôt qu'une simple séparation entre religion et politique.

La troisième est que la survie d'un régime religieusement légitimé dépend moins de la pure intensité doctrinale que de sa capacité à gérer les fractures internes : clivages entre clercs et militaires, entre idéologues et pragmatiques, entre centre et périphérie, entre autorité religieuse officielle et autres foyers de légitimité. C'est particulièrement visible dans le cas taliban, où Brookings insiste sur l'importance de la cohésion interne autour du chef suprême et sur le risque que la menace la plus sérieuse vienne de l'intérieur plutôt que de l'extérieur.

Le cas iranien : la guerre renforce-t-elle le clergé ou l'appareil sécuritaire ? Le cas iranien reste le plus singulier, car le clergé n'y est pas seulement une ressource idéologique : il est une institution constitutive du régime. La République islamique est organisée autour du *velayat-e faqih*, ce qui distingue l'Iran de régimes islamistes où les religieux légitiment le pouvoir sans former eux-mêmes le cœur institutionnel de l'État. Au sein même de la République islamique existe une tension durable entre logique cléricale et logique militaro-sécuritaire.

Historiquement, l'expérience de la guerre Iran-Irak a déjà montré que la guerre peut simultanément sacraliser le régime et renforcer les institutions armées. L'effet n'est donc pas univoque. La guerre peut consolider la centralité religieuse du pouvoir en temps de mobilisation existentielle, mais elle peut aussi créer les conditions d'un glissement durable vers un système où le clergé bénit, justifie et encadre, tandis que les choix décisifs sont de plus en plus faits par l'appareil de sécurité. C'est précisément la tension que vos scénarios doivent capter.

Le cas taliban : la cohésion religieuse ne supprime pas la logique factionnelle. L'Afghanistan des talibans est utile non parce qu'il serait un modèle théocratique équivalent à l'Iran, mais parce qu'il montre comment un régime à forte légitimation islamique, sorti de la guerre et gouvernant sous forte contrainte, évolue quand le centre du pouvoir repose sur une combinaison de doctrine religieuse, commandement armé et arbitrage factionnel. Les analyses récentes de Brookings⁴ insistent sur deux points : d'une part, la centralité du chef

⁴ Vanda Felbab-Brown, « The Taliban's Three Years in Power and What Lies Ahead », *Brookings Institution*, 14 août 2024. <https://www.brookings.edu/articles/the-talibans-three-years-in-power-and-what-lies-ahead/?utm>

suprême Haibatullah Akhundzada⁵ dans la cohésion du système ; d'autre part, l'existence de lignes de fracture entre idéologues rigides et acteurs plus pragmatiques soucieux d'ouverture externe.

La leçon comparative ici est importante pour l'Iran : un régime peut paraître extraordinairement religieux dans sa norme proclamée, tout en étant, dans sa pratique, un système de gestion des rapports de force internes. La cohésion religieuse affichée ne garantit pas l'unité stratégique réelle. Plus un régime est soumis à la guerre, aux sanctions, à l'isolement et à la compétition pour les ressources, plus la question de la répartition du pouvoir entre centre doctrinal et appareils armés devient structurante. Pour l'Iran, cela renforce la plausibilité du scénario où le clergé reste central dans la légitimation, mais moins dominant dans la conduite effective du régime⁶.

Le cas soudanais : quand l'islamisme d'État est absorbé par la sécurité. Le Soudan islamiste fournit une autre leçon, différente, mais très précieuse. Les travaux sur le régime issu du coup de 1989 montrent comment un projet islamiste étatique, porté par le Front islamique national et arrimé au pouvoir de Béchir, a progressivement été rattrapé par des logiques de guerre civile, de coercition, de fragmentation sociale et de survie du pouvoir. Plusieurs études insistent sur le fait que le régime militaro-islamiste soudanais n'a pas réussi à produire une hégémonie durable et a fini par entrer dans une crise d'autorité profonde.⁷

Ce cas ne vaut pas comme prédiction pour l'Iran, mais comme avertissement analytique : lorsqu'un régime religieusement légitimé est pris dans des guerres longues, des divisions internes et une pression socio-économique croissante, il peut évoluer vers un système où l'islamisme d'État survit dans le discours, mais perd sa capacité d'intégration réelle. La religion n'y disparaît pas ; elle cesse de suffire à tenir ensemble le pouvoir, la société et la guerre. Pour l'Iran, ce parallèle renforce surtout la plausibilité des scénarios de militaro-théocratie durcie ou, à moyen terme, de décrochage partiel du clergé au profit d'un autoritarisme sécuritaire plus nu.

Si l'on reprend notre matrice prospective sur l'avenir du régime iranien, la comparaison historique permet d'affiner la plausibilité relative des quatre scénarios.

⁵ Middle East Institute, « Taliban Leadership Tracker: Sheikh Mullah Haibatullah Akhundzada », *Middle East Institute*. <https://talibantracker.mei.edu/english/taliban/taliban-leadership-tracker/sheikh-mullah-haibatullah-akhundzada-also-spelled-haybatullah-akhondzada>

⁶ Vanda Felbab-Brown, « Will the Taliban Regime Survive? », *Brookings Institution*, 31 août 2021. <https://www.brookings.edu/articles/will-the-taliban-regime-survive/?utm>

⁷ Shahenda Suliman, « Minimal Hegemony in Sudan: Exploring the Rise and Fall of the National Islamic Front », *Review of African Political Economy* 49, n° 172 (2022) : 264-286. <https://www.jstor.org/stable/48676590?utm>

Le scénario de réaffirmation théocratique pure, dans lequel le clergé reconquiert durablement le centre de gravité du régime et contient fortement l'autonomisation des appareils sécuritaires, reste possible, surtout dans une phase aiguë de guerre. Mais la comparaison historique suggère qu'il est moins probable dans la durée qu'un scénario mixte. Les guerres prolongées renforcent rarement, sur le long terme, les seules institutions doctrinales ; elles tendent plutôt à renforcer les institutions qui gèrent la contrainte, les ressources et la violence. Cette inférence est cohérente avec les travaux sur l'Iran, les talibans et le Soudan.

Le scénario de consolidation militaro-théocratique apparaît comme le plus solide comparativement. C'est le scénario dans lequel le clergé ne s'effondre pas, ne disparaît pas, et ne devient pas purement décoratif ; mais il partage de plus en plus la souveraineté effective avec un appareil sécuritaire devenu indispensable. Historiquement, c'est la trajectoire la plus cohérente avec les régimes religieusement légitimés confrontés à une guerre durable : le langage religieux subsiste, la hiérarchie religieuse reste présente, mais l'État se gouverne de plus en plus comme une forteresse sécuritaire.

Le scénario d'autoritarisme sécuritaire post-théocratique est aussi plausible, mais davantage à moyen terme. Il suppose que le clergé se fragmente, que sa capacité d'intégration sociale s'érode, et que le régime apprenne à survivre davantage par nationalisme, coercition et gestion technico-sécuritaire que par discipline religieuse substantielle. Le cas soudanais montre que ce glissement est possible ; le cas taliban rappelle toutefois qu'un régime peut rester très religieux en façade tout en gouvernant de manière fondamentalement factionnelle et coercitive.

Le scénario de fragmentation religieuse et recomposition politique est le plus difficile à situer. Il est moins probable à court terme en temps de guerre, car la guerre discipline souvent les élites et rend plus coûteuse la dissidence ouverte. En revanche, à moyen terme, si la guerre s'enlise, si les coûts sociaux augmentent, et si les clivages entre Qom, le clergé d'État, les autorités plus autonomes et les appareils sécuritaires se creusent, ce scénario devient beaucoup plus sérieux. La comparaison historique ne dit pas qu'il est imminent ; elle dit qu'il devient plausible quand la religion cesse de jouer efficacement son rôle d'intégration du centre⁸.

⁸ Ali-Reza Bhojani et Morgan Clarke, « Religious Authority beyond Domination and Discipline: Epistemic Authority and Its Vernacular Uses in the Shi'i Diaspora », *Comparative Studies in Society and History*, publié en ligne le 19 janvier 2023. <https://www.cambridge.org/core/journals/comparative-studies-in-society-and-history/article/religious-authority-beyond-domination-and-discipline-epistemic-authority-and-its-vernacular-uses-in-the-shii-diaspora/BA27CAB65CBBB554509898216C587FB5?utm>

Conclusion comparative

La leçon principale de cette comparaison est simple : les régimes à forte légitimation religieuse ne s'effondrent pas nécessairement quand ils entrent en guerre, mais ils ont tendance à se transformer. Cette transformation prend souvent la forme d'un déplacement du pouvoir réel vers les appareils armés, tandis que la religion conserve une fonction de justification, de mobilisation et d'encadrement symbolique. Appliqué à l'Iran, cela conduit à une conclusion prudente, mais nette : le scénario le plus plausible n'est ni la disparition du clergé ni son triomphe absolu, mais une formule hybride dans laquelle le clergé reste indispensable à la légitimité du régime alors que le centre de gravité effectif du pouvoir continue de glisser vers l'appareil sécuritaire. C'est cette hypothèse de militaro-théocratie consolidée, éventuellement suivie à plus long terme par une forme d'autoritarisme sécuritaire post-théocratique, que la comparaison historique rend la plus convaincante.

L'expertise stratégique en toute indépendance



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.